

novembre 2006

N° 35

projets

analyse

démarche

initiatives

communistes

en Seine-Maritime

La lettre
d'information
bimensuelle
des communistes
de la Seine-Maritime
est éditée par
la fédération
du Parti
communiste
français

ALLONS VERS TOUTES

LES PERSONNES DE GAUCHE !



Dominique Hardy
membre conseil
Départemental

Depuis 2002 la droite tape dur. École, santé, emploi, justice, logement, retraite ... dans tous les domaines, elle conduit de façon systématique une politique qui a pour but de briser les solidarités entre les citoyens. Toutes ses décisions donnent toujours satisfaction au monde des affaires, à celui de l'argent.

La rupture proposée est celle de la mise en pièce des acquis sociaux obtenus de haute lutte par notre peuple. Il faut tout libérer, casser la contrainte qu'est le code du travail, démanteler les services publics, privatiser tout ce qui peut devenir juteux pour le profit.

Cette politique trouve sur son chemin des obstacles. Les salariés, y compris les policiers, revendiquent des moyens pour vivre et pour travailler dans des conditions convenables. La justice elle-même vient contrecarrer le mauvais projet de fusion GDF-Suez et de ce fait reporte la décision en 2007 en plein coeur de la campagne pour l'élection présidentielle !

Battre la droite, réussir à gauche, telle est notre volonté.

Il y a quelques jours, des événements politiques, à gauche, viennent de se produire. Marie-George BUFFET a été, lors d'une consultation des communistes, plébiscitée pour être candidate du rassemblement antilibéral de gauche à l'élection présidentielle.

Le Parti Socialiste a maintenant sa candidate. Les adhérents de cette formation politique ont fait le choix, de façon nette, d'une candidature "de quelqu'un dont toutes les positions en flèche sont en contradiction totale avec le projet socialiste", dicit Laurent Fabius, parole d'expert.

Cette situation est à bien des égards importante pour notre réflexion et notre travail en

faveur du rassemblement de toutes celles et tous ceux qui en ont assez de la droite, qui ont à juste titre peur de son extrême, qui veulent qu'enfin la gauche soit la gauche et qu'elle propose et mette réellement en oeuvre une politique de transformation sociale.

Les Communistes, ce n'est pas nouveau, prônent le rassemblement à gauche de toutes les forces qui veulent sincèrement mettre en commun leurs apports spécifiques et indispensables pour concrètement donner corps à une démarche capable de changer la donne.

C'est notre "ligne de conduite" pour aujourd'hui et pour demain. L'heure n'est pas à lancer des anathèmes, à fractionner la gauche, l'heure est au contraire à faire en sorte que chaque électeur de gauche puisse se retrouver, se reconnaître, agir et voter pour une ou un candidat porteur de ses aspirations et de ses espoirs.

Les Communistes prennent des initiatives en ce sens comme celles concernant l'emploi, le logement, les services publics...

Et puis, regardons avec intérêt ce qui vient de se passer aux Pays-Bas, autre pays européen à avoir dit NON à la Constitution européenne. Les socialistes néerlandais, qui avaient pris clairement position pour le NON, viennent de remporter un succès non négligeable en passant de 9 à 26 députés sur 150.

Marie-George BUFFET, qui sera présente à Cherbourg le 8 décembre, vient de s'adresser aux femmes et hommes de gauche, reprenons largement cet appel et portons-le à nos collègues de travail, à nos voisins de palier, faisons en sorte que la force de ce mouvement soit porteuse d'avenir.

Parti communiste français

Près de 100 élus de Seine-Maritime étaient le 18 novembre à Paris pour scander :

« Taxons, Taxons les actifs financiers »

Une forte délégation d'élus de Seine-Maritime a battu le pavé parisien le 18 novembre dernier. Ils étaient parmi les 2000 élus à avoir répondu à l'« appel à manifes-



ter pour les finances locales lancé par l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR). Du Havre, de Gonfreville, de Saint Etienne du Rouvray, Sotteville-Les-Rouen, ils se sont mobilisés pour exiger de l'État les moyens de dégager des ressources nouvelles pour les collectivités, et ce, en prélude au congrès des maires. Derrière la banderole de l'ANECR de Seine-Maritime, Michel Barrier, vice-président du CG76, président de l'ANECR, Jean-Paul Lecoq, vice-président de la Région de Haute-Normandie, Marcel Larmanou, vice-président du CG27, de nombreux maires, adjoints ou conseillers

municipaux scandaient haut et fort « il faut du fric pour les services publics - il faut des tunes pour les communes ! ». Des slogans qui ont trouvé un autre écho quand le cortège des élus croisa celui des opposants à la loi sur la prévention de la délinquance de Sarkozy. « Non, non, non, les maires ne sont pas des shérifs, retrait, retrait de la loi sarkozy » fut ainsi repris par des milliers de voix et en parfaite harmonie.

« L'État a une dette envers la Seine-Maritime de 85 millions d'euros précise Michel Barrier. Nous sommes capables d'assumer des compétences, nous le démontrons au quotidien, mais à la condition d'en avoir les moyens. C'est une des raisons pour lesquelles nous proposons la taxation des actifs financiers des entreprises à hauteur de 0,5%. Cette seule mesure dégagerait 25 milliards d'euros pour les collectivités. ». En conclusion de la manifestation, André Chassaing, président de l'ANECR et député du Puy-de-Dôme a remercié les élus venus de tout le territoire national pour participer à ce rassemblement et exprimé sa satisfaction de partager la combativité de tous ceux élus et citoyens qui exigent des financements nouveaux pour les collectivités.

Philippe JOUVIN

REPÈRES

450 millions

Arnault : 134 Millions

Bettencourt : 186 millions

Pinault : 140 millions

à eux trois ces actionnaires empochent bien 450 millions de dividendes soit près de 30000 années de SMIC en tout plus de 35 milliards de distribués aux gros actionnaires en 2005, de quoi, largement, porter le SMIC à 1500 euros

7,4 millions

c'est le nombre de personnes en-dessous du seuil de pauvreté qui vivent, ou plutôt survivent, avec moins de 775 euros par mois

Sécurité sociale

Amendement anti-pauvres

Les Rmistes et autres allocataires se verront désormais suspectés de fraude et seront contrôlés sur leur patrimoine, et gare aux dépassement ! vous êtes chômeur, vous avez une voiture, un toit pour vous loger, c'est louche !

Une mesure adoptée à l'Assemblée par l'UMP et l'UDF mais aussi dans l'indifférence du groupe socialiste, qui était ailleurs sans doute !

Meeting Normandie avec Marie-Georges Buffet

Battre la droite et ouvrir

une nouvelle voie à gauche

Cherbourg

8 décembre 18h30

un départ en car est possible :
renseignement et inscriptions : 02 35 07 89 80



Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8)
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir
contact : Avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

RESULTATS DES VOTES DES 9 ET 10 NOVEMBRE PAR SECTIONS

Sections	Inscrits	votants	nuls	exprimés	Marie-George Buffet	Maxime Gremetz	Jean-Jacques Karman
barentin	9	8	0	8	8	0	0
Amfreville	1	1	0	1	1	0	0
bolbec	26	23	0	23	22	1	0
boos	9	1	0	1	0	0	0
bray-sud	2	2	0	2	1	0	0
canteleu	26	21	0	21	21	0	0
caux 9	22	22	0	22	22	0	0
caux 10	11	11	0	11	11	0	0
couronne	122	82	1	81	80	1	0
darnetal	18	16	0	16	16	0	0
dieppe	175	156	6	150	148	1	1
elbeuf	92	51	0	51	51	0	0
forges	4	4	0	4	4	0	0
gd quevilly							
gonfreville	105	61	0	61	60	1	0
harfleur	34	32	0	32	31	1	0
le havre	315	212	4	208	198	8	2
le trait	45	21	0	21	20	1	0
le treport	67	55	5	50	44	5	1
lillebonne	16	10	0	10	9	0	1
malaunay	42	41	0	41	41	0	0
maromme	78	58	0	58	58	0	0
montivilliers	10	9	0	9	9	0	0
neufchatel	10	8	0	8	6	2	0
oissel	55	45	0	45	44	1	0
petit quevilly	70	49	0	49	47	0	2
rouen	76	55	1	54	53	1	0
saint etienne	117	89	1	88	88	0	0
sandouville	16	16	0	16	16	0	0
sncf	48	40	1	39	39	0	0
sotteville	55	43	0	43	43	0	0
st romain	12	12	0	12	12	0	0
université	4	4	0	4	4	0	0
total	1681	1255	19	1236	1206	23	7

rappel résultats vote national :

Inscrits : 92894 votants : 61638 exprimés: 60143
M.G. Buffet: 58001 M. Gremetz: 1616 J.J. Karman : 526

Parti Communiste Français
Fédération de Seine-Maritime

Déclaration de Céline BRULIN, Secrétaire départementale - samedi 11 novembre 2006 -

Les communistes mettent Marie-George BUFFET au service du rassemblement antilibéral de gauche

C'est ce que viennent de décider à 98,06% les communistes de Seine-Maritime, à l'occasion de la consultation nationale des 10 et 11 novembre (taux de participation : 74,34%).

Des millions d'hommes et de femmes souffrent de la politique menée aujourd'hui par la droite et le MEDEF. Rassemblés, nous pouvons la battre et, dans le même mouvement, traduire efficacement la volonté, aujourd'hui majoritaire en France, de mener une politique rompant avec le libéralisme pour changer réellement la vie.

Comme lors de la campagne sur la Constitution européenne, où pour faire gagner le NON, elle a partagé son temps de parole sur les estrades et dans les médias avec des responsables socialistes, écologistes, avec des personnalités du monde syndical ou associatif, avec des altermondialistes, avec des citoyens ne se retrouvant pas dans les partis politiques, Marie-George BUFFET est un atout pour faire vivre la diversité de ce rassemblement.

Un atout pour l'élargir et mener, avec les personnalités et les citoyens engagés dans les collectifs unitaires, avec les militants communistes, les militants du projet anti-libéral, une campagne dynamique et mobilisatrice, portée par des milliers de voix.

L'élection présidentielle et les élections législatives doivent permettre à celles et à ceux qui souffrent et qui attendent que la vie change enfin, de choisir une politique qui réponde à leurs besoins. Pour cela, il faut une gauche populaire, courageuse et citoyenne, une gauche gagnante. C'est ce qui motive le choix des communistes de Seine-Maritime.

2007 changer vraiment 2007 changer vraiment 2007

RENCONTRE-DÉBAT ANTI-LIBERAL

DU 16 NOVEMBRE ROUEN



Près de 300 personnes présentes pour ce premier débat rouennais, avec des porte-paroles nationaux des collectifs anti-libéraux et pour des candidatures unitaires avec la présence à la tribune de porte-paroles du collectif national

Pour Claude Debons, syndicaliste, premier orateur de cette soirée, souligne le fait que quoique en ait dit les médias tout ne s'est pas arrêté le 29 mai, au contraire, il y a eu construction d'une démarche collective pour que le rassemblement anti-libéral aboutisse à un vrai projet.

Pour Claude Debons il faut rompre avec la monarchie présidentielle et mettre en oeuvre un autre type de démocratie

Face aux ambitions de Nicolas Sarkozy, il ne peut y avoir aucune hésitation: il faut battre la droite et la battre durablement



Francine Bavay: nous avons appris à nous connaître localement, depuis 1995, mais aussi avant le 29 mai 2005, et après avoir gagné, nous avons construit la charte du 29 mai. Nous sommes passés de la résistance à la volonté, de la volonté au désir de responsabilités, d'être en situation de décider de l'avenir que nous voulons. Nous avons pu ainsi avoir un programme avec 125 mesures et, entre autres, de décider ensemble de mesures à mettre en oeuvre, contre le réchauffement de la planète par exemple, et nous avons la volonté d'avancer avec un vrai projet. pour un vrai renouveau démocratique, avec la mise en place de la 6ème République. Un thème repris par la plupart des orateurs

Hamida Ben Sadia, militante associative: *notre méthode, notre démarche, toutes nos initiatives permettent enfin le rassemblement anti-libéral, il fait converger luttes sociales et politique. Il faut l'élargir, aller vers les exclus de la politique, pour faire aussi avec eux. La question sociale est la question prédominante actuelle à laquelle nous devons apporter une réponse concrète et durable*



Olivier Dartigolles, porte-parole du Parti Communiste Français insiste sur la droitisation du P.S. que l'on vit actuellement Mais il y a une possibilité d'espoir si le peuple s'en mêle et pour gagner en 2007 il faut rassembler une majorité de gauche anti-libérale pour une solution durable; notre stratégie, notre programme adopté avec les moyens financiers, politiques, sociaux, permettent d'avancer, mais il y a un travail colossal à faire en direction des quartiers populaires, il faut élargir la campagne unitaire

Christian Piquet, minoritaire LCR, membre du bureau politique, qui a investi toute ses forces dans cette aventure unitaire parce qu'il y a urgence politique, sociale, économique face à un projet de la droite cohérent dans son offensive sociale. Il faut offrir une réponse politique à la hauteur des enjeux et faire une campagne collective à égalité. Nous franchissons l'obstacle de la candidature !



2007 changer vraiment 2007 changer vraiment

Adresse aux femmes et aux hommes de gauche

Marie-George Buffet



© Fabrice Nicolo

« Chômage, pauvreté, précarité, discriminations, insécurité, mépris... En France avec ce gouvernement de droite comme dans toute l'Europe où elles s'appliquent, les politiques « libérales » de soumission aux exigences des marchés financiers conduisent à l'impasse.

La gauche est face à un choix et un seul pour que la vie change : choisir une politique nouvelle.

Une politique qui prenne les problèmes à la racine et qui, pour cela, ose s'affronter aux intérêts des puissants. Il n'y aura pas de changement sans ce courage-là.

2007 va être une année décisive pour battre la droite, pour barrer la route à Sarkozy, le « petit Bush français », et pour ouvrir un nouvel espoir à gauche. Mais si la gauche s'entête à reculer devant les réformes nécessaires, à proposer des politiques qui ont échoué, le pays n'ira pas mieux et c'est Le Pen qui en profitera.

Comme beaucoup, nous sommes inquiets d'une gauche qui renoncerait à mener une politique de gauche, comme le fait Tony Blair en Angleterre. En ce sens, les propositions de Ségolène Royal sont préoccupantes.

Car une politique de gauche, ce doit être la justice sociale, l'augmentation du SMIC, des salaires, des retraites, du pouvoir d'achat, le droit au logement pour tous.

Ce doit être la lutte contre la précarité, les suppressions d'emplois, les délocalisations et pour une sécurité d'emploi et de formation.

Ce doit être l'abrogation des lois Fillon et Douste Blazy et le développement de la protection sociale.

Ce doit être des mesures effectives pour assurer une réelle égalité entre les femmes et les hommes.

Ce doit être la garantie pour chaque enfant, chaque jeune, quelle que soit son origine sociale, d'une éducation et d'une formation de haut niveau.

Ce doit être l'abrogation de toutes les lois et mesures discriminatoires contre les étrangers, la régularisation des sans-papiers, le droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers.

Ce doit être un nouveau type de développement, fondé sur la remise en cause des privatisations et l'extension des services publics, le renforcement de l'économie sociale et solidaire, l'élargissement des droits des salariés, l'écologie et le développement durable, une politique libérant la recherche du carcan de la financiarisation..

Ce doit être une 6^e République cassant le présidentialisme et la confiscation des pouvoirs, étendant les droits et les libertés des individus, des citoyens, des salariés.

Ce doit être l'action de la France pour faire respecter le vote du 29 mai, refuser les directives de libéralisation, construire l'Europe de la justice sociale et de la démocratie que demandent les Européens, contribuer à la paix, au désarmement, au respect des droits humains et à un monde de la solidarité entre tous les peuples et tous les continents.

Ce doit être la mobilisation des moyens financiers, de l'État, des banques, des entreprises et la conquête de nouveaux pouvoirs pour réaliser ces ambitions.

Nous toutes et nous tous, femmes et hommes de gauche, dans la diversité de nos choix électoraux, qui partageons cette volonté que la gauche gagne en 2007 et que cette victoire débouche sur une nouvelle majorité et un gouvernement déterminé à mettre en œuvre une telle politique, construisons ensemble le rassemblement populaire et citoyen pour ce changement !

Le rassemblement antilibéral auquel travaillent les communistes avec beaucoup d'autres vise cet objectif. Électrices et électeurs communistes, socialistes, écologistes, républicains, d'extrême gauche, nous nous retrouvons depuis des années dans les luttes contre la droite et le patronat, pour la justice, la liberté, la dignité. Nous nous sommes retrouvés très nombreux dans le NON de gauche. Nous vivons et travaillons côte à côte en partageant les mêmes préoccupations et les mêmes aspirations. Ce rassemblement, vous y avez toute votre place, non pas pour vous rallier à qui que ce soit, mais pour contribuer, avec vos idées et vos propositions, à ce que nous puissions permettre ensemble à notre peuple, majoritairement, de se prononcer pour une politique de gauche.

**Ensemble, créons un nouvel espoir pour gagner.
Marie-George Buffet.**

Fête de l'Humanité le 4 novembre à Rouen, suite

Débat « Cancer et Environnement »

Le cancer en général : Il y a en France 280000 nouveaux cas de cancers par an, 150000 morts. Le taux de mortalité du cancer a augmenté de 262 % entre 1950 et 1988 et de 20% entre 1988 et 2000. Le pourcentage de décès est passé de 7% en 1920 à près de 30% en 2000. On admet qu'il y a 30000 morts liés au tabac, il reste 120000 autres à expliquer par des causes autres. Où les trouver si ce n'est dans l'environnement pris au sens large du terme, c'est-à-dire en considérant qu'il inclut aussi notre mode de vie. Le tabagisme n'explique pas tout. En effet on a constaté sur une courte période, 20 ans, un doublement du cancer du sein, le quadruplement des cancers de la prostate, l'augmentation de la fréquence des cancers de l'enfant, auquel s'ajoute, parfois le triplement, des cancers du foie, des ganglions (lymphomes) du cerveau, et des mélanomes, aucun d'eux n'est lié au tabagisme. L'origine est à prendre dans ce que nous respirons, mangeons, buvons. Appuyons nous sur ce que disent, de plus en plus nombreux, les scientifiques : La plupart des cancers ne sont pas héréditaires, le cancer n'est pas une maladie de vieillesse. Il y a semi-échec de la médecine contemporaine face au cancer, malgré le fait que cette maladie soit la plus étudiée dans le monde. La prévention reste le recours principal pour enrayer le développement de cette maladie. Par exemple 40 % des tumeurs malignes seraient évitées avec une alimentation de qualité. L'air, l'eau et ce que l'on mange sont aujourd'hui porteurs potentiels permanents d'agents cancérigènes.

Les maladies professionnelles : un million de personnes seraient exposées professionnellement à des produits cancérigènes selon M. Raffarin, premier ministre le 21 juin 2004. Les cancers

professionnels ont été multipliés par 6 en 9 ans en Seine Maritime.

Selon la CGT, sur la base d'une étude de l'Institut national de Veille Sanitaire (InVS), il ressort que 5 à 10% des nouveaux cas de cancers sont d'origine professionnelle liés à une exposition à une ou plusieurs substances chimiques, ce qui correspond à 30000 cancers par an. Or seuls 1300 cancers ont été reconnus comme d'origine professionnelle. Le coût de ces cancers professionnels pour la branche maladie est donc évalué à 6,5 milliards d'euros.

sur 30000
cancers profes-
sionnels par an
seuls 1300 sont
reconnus
surtout pour la
secu : 6,5
milliards d'euros

maladies professionnelles et les coûts qu'elles occasionnent tant à la société qu'à l'industrie. Les coûts totaux liés à REACH pour l'industrie chimique et les utilisateurs en aval sont estimés par la Commission européenne entre 2,8 et 5,2 milliards d'euros sur 15 ans. Les bénéfices sur la santé seraient immenses et difficiles encore à évaluer précisément.

Les réalités économiques du cancer : Les chiffres d'affaires de l'industrie pharmaceutique explosent. La Sécurité sociale garantit les bénéfices, le cancer est pris à 100%. Selon la Commission Cancer, les médicaments dans ce secteur ont augmenté de 500% en dix ans. Il y a déformation du système de protection sociale en protection du marché. Avec un si bon payeur, l'habituelle loi de l'offre et de la demande n'a pas été contrariée par un obstacle financier. On

fait croire au développement sans fin des nouveautés justifiant des prix toujours plus élevés. Le nombre de personnes classées en Affectations Longues Durées (ALD) est en hausse de 73,5% soit 53,3 % si on rapporte ce nombre à l'évolution de la population générale durant cette période. Une prévention adaptée par exemple sur l'alimentation, pourrait entraîner une baisse sur les frais de santé de 38 milliards d'euros par an, sans parler des autres coûts très élevés : arrêt de travail, perte de production, etc. Soit 5 fois le déficit de la Sécurité sociale (2005), 13% des recettes de l'Etat, le montant de la dette de l'Etat, 60% du budget de l'Education nationale, etc..

Une personne malade est capable de donner beaucoup pour être sauvée. La gestion privée des dons, conduit parfois à des scandales, mais neutralise les actions indispensables.

Le budget du Plan cancer : 5,5 millions d'euros en 2002 est passé à 41,1 millions d'euros en 2003 et à 59,2 millions d'euros en 2004.

Le budget total consacré au cancer est passé de 175,85 millions d'euros en 2002 à 232 millions en 2004, soit une augmentation de 32 %.

Les dépenses consacrées à la prévention sont négligeables : 1 à 2 %.

On ne sait pas exactement ce que coûte le cancer à la société. Le montant a été estimé en 2002 à 15 milliards d'euros, soit environ 10 % des dépenses de santé.

Des campagnes d'information dont le coût, s'il est loin d'être négligeable, serait très inférieur au montant des économies potentielles.

André Brunstein

La Poste privée de son avenir par le projet « Facteurs d'avenir »

Les postiers en grève pour protester contre l'ouverture totale du marché postal à la concurrence en Europe à partir de 2009.

Soumettre à une logique de rentabilité l'ensemble du marché postal revient à aggraver les conditions de travail des salariés, diminuer le service rendu aux usagers tout en augmentant son coût. C'est inacceptable. Le projet « facteurs d'avenir » vise donc en réalité à priver le service public postal de tout avenir. Le fait de transformer les usagers en clients privera les plus modestes de l'accès à la communication, pendant que de substantiels profits seront alloués aux actionnaires.

Le PCF apporte donc son soutien total à l'action des postiers et réaffirme l'exigence d'un service public postal étendu et modernisé, privilégiant l'intérêt général.



Samedi 16 décembre 2006
Pour que vive
l'Humanité

organisées par



Dégustation et Vente de "Breton fils"
et le CHAMPAGNE
personnalisé au journal
de 10 heures à 17 heures

et de nombreux choix de cadeaux
Maison du Peuple - Sotteville-lès-Rouen
161, rue Pierre Corneille

Plus que jamais
avec votre journal



Luttons contre
l'argent-roi
facteur de précarité
et de misère

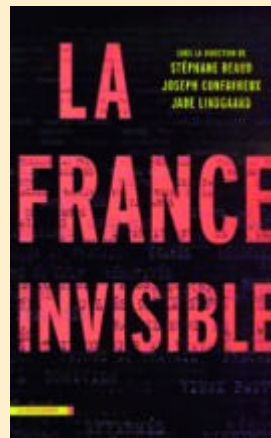
--- INVITATION ---

LA FRANCE INVISIBLE, stéphane baud, Joseph confraveux, Jade Lindgaard

Cet ouvrage, ce pavé de 650 pages, offre une scène à des groupes et des régions souvent oubliés, aux perdants de la mondialisation, aux parts d'ombre et de trous noirs, aux zones frontalières de la société. Ce livre, d'un collectif d'auteurs s'ouvre sur le constat " *d'un monde social qui semble ne poser question qu'à partir du moment où il est rendu visible sur un mode spectaculaire*"

Le livre se découpe en deux parties: alors que la seconde nourrit une réflexion sur les modes de «connaissances et de représentations du monde social», la première part «du vécu des individus»: « variables d'ajustement », « sans qualité », « victimes des nouvelles violences sociales » ou encore « invisibles masqués par des images toutes faites ». Le travail des enquêteurs dessine les « parts d'ombre, les trous noirs, les zones frontalières » de la connaissance de la société française, et plus qu'une « chambre d'écho d'une parole dominée », se propose de retourner « des dissymétries, déformations et occultations qui parcourent l'univers social ». Alors que tous ces « portraits » n'ont souvent rien à voir les uns avec les autres (...) ne forment pas une classe sociale homogène, (...) beaucoup de personnes se sont reconnues dans la notion d'invisibilité, entendue non pas comme une catégorie sociologique, (...) mais comme une situation et un ensemble de processus qui conduisent à un sentiment de non-reconnaissance et de mépris social ».

Un travail d'investigation, publié à la veille de la campagne pour l'élection présidentielle de 2007, *La France invisible* brosse le portrait d'un pays qui ne ressemble pas à celui auquel des candidats vont s'adresser.



LA FRANCE INVISIBLE, stéphane baud, Joseph confraveux, Jade Lindgaard(dir), éditions "la découverte" 2006 € ttc France.

Librairie renaissance, 18 rue Alsace-Lorraine 76000 Rouen, ouvert à tous du mardi au vendredi de 14h à 18h45 et le samedi de 10h à 12h30 et de 14h à 18h45

Département/démocratie

Les élus communistes du conseil général alertent contre un étranglement financier des départements

Lors d'une conférence de presse le 22 novembre, les élus communistes ont exprimé leurs fortes inquiétudes au sujet des finances locales.

"Il y a deux grands problèmes pour toutes les collectivités, explique Claude Colin, conseiller général de St Etienne du Rouvray, d'une part la population doit faire face à de plus en plus de difficultés sociales. Le nombre de Rmistes augmente, les besoins de logements sont criants... D'autre part, il y a des transferts de compétences non compensées et un manque à gagner considérable, évalué à 84 millions d'euros depuis 2003 pour la Seine-Maritime."

Pour les élus communistes, il faut une vraie réforme de la fiscalité, réclamée avec force lors de la manifestation du 18 novembre à Paris, comme un prélèvement de 0,5% sur les actifs financiers, et non pas de continuer à faire des cadeaux aux entreprises, par exemple le plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5% de la valeur ajoutée qui se traduira par une perte de recettes de 8 millions d'euros sur l'ensemble du département.

La bataille des finances locales est sérieuse si les collectivités ne veulent pas en être réduites à diminuer les services publics ou à augmenter les impôts locaux des ménages, deux solutions combattues avec vigueur par les élus communistes !

En mouvement

■ EDF-GDF

Le Tréport-Dieppe (val druel) mais aussi Gournay et Neufchatel autant d'agences d'accueil qu'EDF-GDF veut fermer, faisant fi des besoins de la population locale, notamment la plus modeste, faudra-t-il se déplacer à Rouen en cas de problème ? inacceptable ! et cela au nom

de directives européennes et de privatisations!

■ POSTE

Le havre

Condamnation définitive de la poste pour l'embauche de 37 intermittents en contrats CDI tous requalifiés en CDI depuis, avec indemnités à la clé.

■ MIALLOT

Dieppe

Des salariés dans l'action : ils exigent d'être payés de leur salaires d'octobre, leur entreprise étant en redressement judiciaire. Ils ont reçu le soutien de Sébastien Jumel, conseiller général communiste de Dieppe.



N°35

Daté du 26/11/2006

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80
Courriel : Avenir@pcf76.fr
Abonnement annuel : 25 €
Prix au numéro : 0,60 €
N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645
ont collaboré à ce numéro : André Brunstein, Dominique Hardy, Philippe Jouvin.